



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUE ET DES
INSTALLATIONS CLASSÉES

JPR/ALC/37

Arrêté du 17 avril 2023

**portant mise en demeure à la société DS SMITH PACKAGING NORD EST de
respecter certaines dispositions du code de l'environnement**

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment ses articles L.171-8-I, L.171-6, L.514-5, L.172-1, L.511-1 et D 181-15-III;

Vu l'arrêté du 29/09/05 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté du 10/09/20 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2430, 3610a et 3610b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu les actes administratifs réglementant les installations de la société DSSMITH PACKAGING NORD-EST à KUNHEIM dont l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2020 portant prescriptions complémentaires ;

Vu la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003 ;

Vu la visite d'inspection du site de la société DS SMITH à KUNHEIM le 6 février 2023 ;

Vu le rapport du 21 février 2023 de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;

Considérant que l'article 5.4. de l'arrêté du 10/09/20 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2430, 3610a et 3610b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement indique que *"Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, sauf autorisation explicite dans l'arrêté d'autorisation, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.[...]"* ;

Considérant que lors de la visite du 6 février 2023 des abords du bâtiment, l'inspection a constaté que l'ouverture de la plaque d'accès au puits ne permettait pas de prévenir tout risque de pollution des eaux souterraines ;

Considérant que l'article D.181-15-III du code de l'environnement décrit le contenu attendu d'une étude de dangers ;

Considérant que l'étude de dangers de 2019 ne contient pas tous les éléments attendus dont une explication de la probabilité et de la cinétique des accidents potentiels, ainsi qu'une cartographie agrégée par type d'effet des zones de risques significatifs ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8-I du code de l'environnement « I.- Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire, dans un délai qu'elle détermine. »,

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture du Haut-Rhin,

A R R Ê T E

Article 1 :

La société DS SMITH PACKAGING NORD-EST , désignée par « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 11 route industrielle à KUNHEIM (68320), est mise en demeure de respecter dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations.

Article 2: Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté,

l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 5.4. de l'Arrêté ministériel de prescriptions générales du 10/09/20 :

*« Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, sauf autorisation explicite dans l'arrêté d'autorisation, et pour **prévenir toute introduction de pollution de surface**, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.[...]"*

Article 3 : Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article D.181-15-2-III du code de l'environnement :

« III. – L'étude de dangers justifie que le projet permet d'atteindre, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation.

Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement et de la vulnérabilité des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

[...] L'étude comporte, notamment, un résumé non technique explicitant la probabilité et la cinétique des accidents potentiels, ainsi qu'une cartographie agrégée par type d'effet des zones de risques significatifs. »

Article 4:

A défaut de satisfaire dans les délais prescrits aux conditions de la présente mise en demeure, et sans préjudice des dispositions pénales en la matière, l'exploitant s'expose aux sanctions administratives de l'article L.171-8-II du code de l'environnement.

Articles 5 :

Le secrétaire général de la Préfecture du Haut-Rhin, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, *le 17 avril 2023*

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

[Signature]
Christophe MAROT

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.

